



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

CERCLE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°15 - 24 mai 2004

- Pour le retrait du projet de loi Sarkozy de privatisation d'EDF-GDF
- le retrait du plan Douste-Blazy de casse de l'assurance-maladie
La responsabilité des directions CGT, FO, FSU, (du PS et du PCF), est totale :
Rompre les discussions avec le gouvernement Chirac-Raffarin,
Engager le combat dans l'unité pour lui infliger une défaite décisive

Aucun doute ne peut subsister sur le plan du gouvernement sur l'assurance-maladie après les différentes déclarations de Douste-Blazy. Il s'agit déjà de faire payer toujours plus les travailleurs et leurs familles (forfaits, CSG, déremboursements en cascade...). Plus encore, il s'agit d'en finir avec l'organisation actuelle de l'assurance-maladie, en créant un nouvel organisme de gestion, dirigé par un représentant du gouvernement, intégrant les médecins libéraux, les mutuelles complémentaires, lesquelles ne sont souvent que les chevaux de Troie des assureurs privés, du capital financier. Ainsi serait appliqué sans dépassement le budget de la santé voté par l'Assemblée nationale, poussant ainsi jusqu'au bout le plan Juppé de 1995. Tout à sa joie, le Medef a annoncé qu'à ces conditions, il reviendrait cogérer l'assurance-maladie.

M. Douste prétend faire la chasse aux fraudeurs (carte vitale, arrêts de travail...). En veut-on ? En voilà un: le patronat. Rien qu'en 2003, il a bénéficié de plus de 20 milliards d'euros d'exonérations de « charges », et a cumulé plus d'un milliard d'impayés (ces « charges » sont en fait une partie constituante du salaire collectif de tous les travailleurs). En voici un autre : l'Etat, qui n'a pas compensé deux milliards d'euros de ces d'exonération, et qui a, détourné à son profit plus de dix milliards de taxes sur le tabac et l'alcool destinés à la Sécurité Sociale.

Voilà d'où vient le « déficit » de l'assurance-maladie : d'un gigantesque détournement de fonds !

Le gouvernement UMP-UDF Chirac-Raffarin, archi-minoritaire lors des dernières élections, compte faire voter ce projet vers la mi-juillet, « *entre la météo des plages et les bouchons sur les routes* », a relevé J.-C. Mailly (FO).

Mais après la veste électorale de l'UMP et de l'UDF, le gouvernement ne pourra pas faire passer sa « réforme » si les dirigeants confédéraux CGT et FO, et aussi le PS et le PCF, ne le lui permettent pas.

Le gouvernement le sait : selon Douste-Blazy (sur *Inter*), c'est « jour et nuit » que les concertations avec les partenaires sociaux ont lieu. Chirac a également renoncé après les élections à la méthode brutale des ordonnances pour faire de l'Assemblée nationale le lieu d'un « débat national » sur l'assurance-maladie.

Chaque jour de concertation est un jour de gagné pour le gouvernement, le rapproche de son objectif. Or, alors qu'elles appellent toutes ensemble à des manifestations

éparpillées le 5 juin, aucune direction syndicale ne demande le retrait du plan Douste-Blazy. Comment-elles le faire « *entre la météo des plages et les bouchons sur les routes* » ? Le week-end du 14 juillet ? Pis encore, les dirigeants CGT et FSU dans un communiqué commun du 17 mai continuent de demander « *de réelles négociations* » pour « *une réforme qu'elles jugent indispensable* ». Les travailleurs conscients le savent : ce coup là, on le leur a fait l'an passé sur les retraites. On connaît le résultat.

De plus, la seule « réforme » dont ait besoin l'assurance-maladie, c'est l'arrêt du pillage des caisses par le patronat et l'Etat, c'est l'augmentation des salaires de tous les travailleurs, c'est la gestion du salaire différé par les seules organisations ouvrières, indépendamment de l'Etat.

La contre-réforme de l'assurance-maladie peut encore être stoppée. Pour cela il faut imposer aux directions syndicales CGT, FO, FSU, au PS et au PCF qu'ils :
rompent la concertation avec le gouvernement,
exigent, dans l'unité, le retrait du plan Douste-Blazy

EDF-GDF : Pour le retrait du projet de loi Sarkozy les directions des fédérations ont dans leurs mains l'arme de la grève générale

Au moment où le conseil des ministres discutera du projet de loi contre l'assurance-maladie, au lendemain des européennes, la « majorité » UMP à l'Assemblée sera saisie du projet de privatisation d'EDF-GDF. Depuis les élections régionales et cantonales, Sarkozy multiplie les déclarations lénifiantes à l'adresse des agents. Ceux-ci ne sont pas dupes : ils savent que quel qu'en soit le degré, « l'ouverture du capital », c'est la privatisation. Ils savent que leur statut est mis en cause par le projet de loi qui applique le protocole sur les retraites qu'ils ont rejeté en janvier 2003. Ils l'ont montré en faisant grève massivement le 8 avril, et le remontreront le 27 mai.

L'ensemble des fédérations s'est prononcé pour le retrait du projet. Le gouvernement maintient. Alors il n'y a d'autre solution pour le retrait du projet de loi que l'appel uni à la grève générale des directions des fédérations (et d'abord celle de la CGT).

Mais il faudra les y contraindre : en effet jusqu'ici c'est à une suite de « journées d'actions » que les fédérations

ont appelé. Après les manifestations du 22 avril : 1 heure le 13 mai, 2 heures le 19 mai, des actions « décentralisées » (Auvergne le 4 mai, Bourgogne le 5...). Pendant ce temps, la direction fédérale CGT « *a participé activement à la consultation proposée par le ministère et nous avons des propositions à faire sur le contenu du texte* », selon un courrier qu'elle a adressé à l'ensemble des groupes parlementaires. Drôle de manière de combattre pour le retrait du projet de loi, objectif pourtant affiché par la direction fédérale !

Dans ces conditions, si l'intervention des électriciens et gaziers n'y mettait bon ordre, le 27 mai risquerait d'être un « point d'orgue » suivi par quelques autres de ces « journées d'action » qui n'aboutissent qu'à disperser la force des agents. Manifester tous ensemble à Paris, oui, le 15 juin, à l'Assemblée nationale, pour signifier à la majorité UMP par tous les moyens nécessaires l'interdiction de voter ce projet de loi ?

Pour cela, les agents peuvent encore imposer aux directions fédérales, et d'abord à celle de la CGT :

- **qu'ils rompent toute négociation**
- **qu'ils appellent à la grève générale d'EDF-GDF pour le retrait du projet de loi Sarkozy**

Le sort de la lutte engagée à EDF-GDF, bastion de la classe ouvrière, ne concerne pas que ses seuls agents mais tous les travailleurs, ne serait-ce que par l'influence que son issue aura sur le devenir du projet de casse de l'assurance-maladie.

L'ennemi qu'il faut affronter, vaincre, et chasser, c'est le gouvernement Chirac-Raffarin

Le verdict des élections régionales et cantonales était clair : dehors Chirac – Raffarin et la « majorité » UMP à l'Assemblée nationale. Pourtant, Chirac et Raffarin, n'en ont pas moins « gardé le cap » comme l'affirmait Chirac quelques jours après sa débâcle électorale.

Pourquoi ? Parce que, mis en position de revendiquer le pouvoir, le Parti Socialiste (suivi par le PCF) a aussitôt fait savoir qu'il n'entendait pas s'y porter candidat, et qu'il ne voulait pas que Chirac interrompe son mandat, que la « majorité » UMP cesse de légiférer. Il faudrait pour cela, selon eux, attendre 2007.

Mais les travailleurs, la jeunesse, ne peuvent attendre que les acquis les plus fondamentaux arrachés par la lutte de classe soient détruits les uns après les autres (hier les retraites, aujourd'hui l'assurance-maladie).

Pour en finir avec cette politique, pour sauver l'assurance-maladie, il n'y a d'autre issue que d'affronter et vaincre ce gouvernement, représentant du capital financier, du Medef. Pour cela doit se constituer un front uni, celui de toutes les organisations ouvrières (parti et syndicats). Affaibli par les élections, par la situation de crise du capitalisme français, dont les élections européennes porteront témoignage, le gouvernement n'y résisterait pas.

Un autre gouvernement pourrait aussitôt voir le jour, un gouvernement PS PCF, produit de la mobilisation des masses pour en finir avec le gouvernement UMP et sa « majorité » à l'Assemblée.

La politique capable de répondre aux aspirations des travailleurs existe. Un gouvernement cherchant vraiment à garantir le droit aux soins le pourrait, en mettant immédiatement fin aux milliards d'exonérations de charges patronales, en plaçant les caisses de Sécurité Sociale sous le contrôle des seules organisations syndicales (abrogeant le plan Juppé de 1996, la CSG, ...). Contre le chômage, la précarité, non content d'abroger le RMA et les mesures excluant des centaines de milliers de chômeurs de l'Unedic, il interdirait les licenciements, le travail précaire, et abrogerait les mesures de flexibilité et annualisation prises depuis 1993. Il rétablirait les 37,5 annuités pour une retraite à taux plein, abrogeant les mesures Balladur-Fillon, organiserait le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis vingt ans et indexerait les salaires sur l'inflation.

Il annulerait l'arsenal répressif pris ces dernières années (lois Vaillant, Sarkozy, Perben), garantissant aux travailleurs immigrés les pleins droits de citoyenneté.

Il annulerait les privatisations engagées, reviendrait sur les mesures successives de destruction de l'enseignement public, procéderait aux embauches massives de fonctionnaires qui sont nécessaires dans tous les secteurs.

Pour s'en donner les moyens, il dénoncerait la dette publique qui ne sert qu'à engraisser les fonds de pension et les grands groupes financiers.

Bien entendu, de telles mesures d'urgence exigent pour être prises d'affronter les grands groupes capitalistes et leur Etat, de rompre avec l'Union Européenne, de renverser la Cinquième République.

Au pouvoir, un gouvernement révolutionnaire procéderait à l'expropriation des grands groupes capitalistes, à commencer par les groupes bancaires qui engraisser les capitalistes et étranglent les familles modestes, organiserait la production, la construction de logements, en fonction des besoins des masses, sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes, s'appliquerait à garantir le droit au travail pour tous, dans le respect des qualifications.

Pour faire valoir cette politique rompant avec la logique destructrice du Capital, allant vers le socialisme, il faut s'organiser, et pour commencer, en défense de l'assurance-maladie, du statut d'EDF-GDF, de militer pour mettre le gouvernement Chirac-Raffarin hors d'état de nuire, pour imposer aux organisations ouvrières (partis, syndicats) qu'elles rompent avec lui et réalisent le front unique pour le combattre et le vaincre.

C'est ce pour quoi milite le Cercle pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire. Prenez contact avec nous, participez aux réunions qu'organise notre Cercle !